



Déclaration liminaire EPA CTMJS du 14-4-2021

Allumer la lumière

1 – la lumière du bout du tunnel

Je ne vais pas vous faire à nouveau le tableau des situations de dépression collective dans les services JES. Vous la connaissez, toutes les OS vous en ont alerté. Fatigue, fatigue partout dans les services. Nous sommes dans le noir.

EPA propose de retourner la focale.

Quelque soit la date de sortie du confinement, il faut préparer les modalités de reprise. Pour tout Jeunesse et Sports, et pour tous les services publics, d'ailleurs, nous avons besoin d'une perspective qui ne soit pas la poursuite de ce mode de travail dégradé et de l'improvisation.

Très vite, il faut des modalités d'accueil formalisées, des temps de travail qui permettent le retour d'expérience et de mise en perspective. Partout en région académique nous demandons des assemblées générales des services JES auxquelles doivent être associés les CREPS.

EPA, et je n'en doute pas toutes les organisations syndicales du champ JS sont prêtes à y contribuer. Offrir cette perspective à nos collègues est une mesure de santé professionnelle.

2 – Sortir de l'anormal les relations humaines et éducatives

Le ton du premier message de la nouvelle DJEPVA aux associations et aux services, sur les mesures d'arrêt de formation BAFA et BAFD, n'engage pas un dialogue serein et de confiance avec les associations. Il met en difficultés les collègues en lien avec les associations.

La lumière au bout du tunnel, c'est de très vite revenir sur les autorisations à former des animateurs à distance. Privilégier l'expérimentation et le présentiel sur les gains financiers.

Toutes les campagnes de contrôle n'y feront rien. Les carences en formation vont dégrader la qualité des séjours à venir.

3 – Prendre en compte les situations de travail réelles

L'ouverture de la campagne des mobilités est en ligne, mais, contrairement à la demande du SNEP lors du précédent CTM, nous n'avons pas été destinataires de l'information. Dans une séquence où les circuits d'information sont bousculés par la pandémie et le transfert à l'EN, il y a rupture d'égalité. Une campagne d'information des collègues JS doit être engagée spécifiquement dans leur direction.

4 – Lumière sur Poitiers

Le rapport de l'IG sur la fédération des centres sociaux, demandé par la ministre déléguée à la jeunesse après les incidents de la réunion de jeunes de la fédération des centres sociaux à Poitiers, donne des éléments de contexte utiles à une meilleure compréhension. Cependant, nous l'avons déjà dit ici, cet événement interroge toute notre action. Nous avons déjà demandé ici une introspection

de nos politiques publiques au regard de l'objectif d'éducation à la citoyenneté. Aurons-nous ce courage-là ? Plusieurs préconisations du rapport, dans le contexte de la Loi sur le renforcement des valeurs de la république peuvent nous faire craindre des tensions sur la liberté pédagogique et sur les missions des services JS. Car les habilitations, les agréments, les chartes, les subventions et toutes leurs menaces de retrait ne constituent pas à elles seules un horizon éducatif, ou à tout le moins un ciment républicain.

5 – Pour dialoguer, il faut être deux.

Vous connaissez nos positions sur la Loi de régression dite de transformation de la fonction publique. Elle nous renvoie à avant 1945.

Les OS constatant que leur demande d'instances locales ont fait l'objet d'arbitrages, se sont tournées vers les arbitres.

Comment faut-il le dire ? En quelle langue ? Il ne s'agit pas pour nous de glaner du siège ou d'ajouter des réunions à nos agendas, mais de formellement engager un dialogue avec les décideurs locaux, lesquels doivent prendre la mesure du caractère spécifique de nos missions. Nous ne sommes pas un flux ou un stock, un lot 1-2 ou 3, un numéro de BOP, ... Nous sommes des agents, agentes du service public dont l'engagement a fait tenir les politiques sport et jeunesse depuis ses origines. Engagement tel qu'il fait partie désormais de notre nouvel acronyme ministériel. Le projet de texte qui nous est soumis va effacer tout cela. Nous voilà renvoyés à une ou deux lignes dans des tableaux. Nous avons connu les instances de dialogue des DDI, nous avons de l'écoute au poids de notre BOP et de nos effectifs, sauf pour la photo avec des jeunes, ou des sportifs... c'est plus glamour que des abattoirs.

Nos collègues ne connaissent pas leurs interlocuteurs sur les territoires, quels sont les décideurs locaux : nous voulons sortir du noir et allumer la lumière.